

*Le problème moral* d'Éric Blondel, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, 327 p.

Myrtô Dutrisac

Volume 21, numéro 1, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040313ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040313ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dutrisac, M. (2002). Compte rendu de [*Le problème moral* d'Éric Blondel, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, 327 p.] *Politique et Sociétés*, 21(1), 147–150. <https://doi.org/10.7202/040313ar>

---

### *Le problème moral*

d'Éric Blondel, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, 327 p.

Les démocraties peuvent-elles faire l'économie du questionnement moral ? En tant que citoyens modernes, nous avons acquis le droit de déterminer ce qu'est pour nous la « bonne vie », ce qui semble difficile à concilier avec l'existence d'une moralité collective. Bien sûr, notre « quête de sens » peut échouer, mais il ne s'agit jamais que d'un échec individuel, dont la possibilité va de pair avec notre affranchissement. Toutefois, qu'en est-il de ces moments, souvent associés à des événements tragiques, où s'élève une protestation collective ? S'il n'existe pas de morale commune, comment et au nom de quoi peut s'élever une telle protestation dans nos sociétés ? Et quelle peut être sa légitimité ?

Ce questionnement est au cœur du travail d'Éric Blondel, qui s'interroge sur l'absence de principes et de valeurs partagés susceptibles de fonder une communauté. Cette absence de paramètres communs, qui permettraient aux citoyens démocratiques non seulement de se réjouir ou de s'indigner ensemble mais aussi de donner une direction et un sens à leurs actions individuelles et collectives, est le signe d'un problème moral, selon É. Blondel. Le fait de vivre dans un monde sans grands principes pose problème en soi. Mais pis encore, affirme l'auteur, l'absence de certitudes morales ne nous immunise pas contre le mal. Il ne suffit pas en effet de se replier sur soi en toute bonne conscience. Assurément, le fait que nous ne pouvons ou ne voulons pas établir collectivement de distinction entre le bien et le mal ne fait pas disparaître ce dernier. C'est face à cette menace pour l'humanité et sa dignité que nous devons poser, aujourd'hui, la question de la morale, affirme É. Blondel.

Si c'est une chose d'admettre un tel problème, c'en est une autre de le surmonter. L'auteur présente quelques solutions en définissant ce que veut dire « être moral » aujourd'hui, dans un monde où, dit-il, sont rois 1) la désillusion (comme immunisation contre la barbarie et incrédulité face à la légitimité de la morale), 2) les médias (qui sont omniprésents et arrachent l'homme à la réalité, celui-ci perdant sa capacité de jugement et sombrant dans un état de passivité) et 3) la technique (menant au désenchantement, à l'aplatissement du monde, au conformisme, avec pour conséquences la perte du sens de l'effort et une indifférenciation entre les choix). Tels seraient « les éléments qui créent une situation nouvelle du point de vue moral » (p. 237) et qui font que l'on risque de sombrer – si cela n'est pas déjà fait – dans une forme de nihilisme.

C'est donc à partir de notre situation présente qu'É. Blondel réfléchit. Mais pour bien comprendre le problème auquel nous faisons face, dit-il, il faut d'abord retourner aux sources du débat sur cette question dans notre tradition de pensée. Une partie importante de cet ouvrage est donc consacrée à présenter différentes conceptions du sens et de la valeur du bien et du bonheur.

D'après É. Blondel, on peut faire la distinction entre deux grandes traditions morales : celle qui relève de la visée déontologique, percevant le bien

comme un absolu et une fin en soi, et où la vertu est liée à l'obligation ; et celle qui relève de la visée éthique, qui met une croix sur l'absolu pour se tourner vers l'action pratique, et où le bien se calcule comme utilité afin d'atteindre une fin relative. La première tradition est celle de la morale. La deuxième, celle de la sagesse, qui, au mieux, vise « la vie bonne avec et pour autrui dans des institutions justes » (p. 169), et, au pire, sombre dans le nihilisme, la résignation et le cynisme.

La présentation de ces différentes « morales » par É. Blondel a pour but de montrer que ni l'une ni l'autre n'offre de solutions propices aux problèmes auxquels nous faisons face. D'une part, en s'enfermant dans un absolu, on ne peut tenir compte de ce qui anime réellement l'action humaine et on ne peut la guider de manière adéquate. L'action, affirme l'auteur, doit être adaptée au présent, puisque « c'est notre temps qui suscite certaines questions morales spécifiques (auxquelles il serait "immoral" de se dérober en invoquant des valeurs "éternelles") et qui exige certaines réponses, elles aussi spécifiques » (p. 4). Pour É. Blondel, il n'y a donc pas d'absolu en morale. Être moral, ce n'est pas obéir sans sourciller à une loi qui nous dépasse, mais plutôt aimer suffisamment le monde afin de lutter pour le changer, pour en corriger les failles et lui donner un ordre.

D'autre part, la sagesse pratique, installée dans le relatif, ne peut être d'aucun recours face au problème du mal : cherchant le bien-vivre et le compromis plutôt que la vérité, elle n'encourage pas l'action sur le monde mais le repli sur soi et sur son « propre bonheur ». Selon É. Blondel, elle participe au mouvement menant à l'aplatissement, au conformisme et à la lassitude. Et ceux-ci ont comme conséquence la fin ou la perte du sentiment et de la possibilité de l'admiration, faisant de notre « monde un monde sans passions » (p. 267), ainsi que la création d'une situation où le seul choix possible est celui de la technique.

Or l'homme, pour vaincre le mal propre à son époque, doit nécessairement prendre position et énoncer une certaine idée du bien (contre ce mal). C'est un devoir de préserver l'humanité de l'homme et de lutter contre le mal, affirme l'auteur. Mais comment le faire dans un monde ancré dans un « tout est permis » ou « désordre » moral ? Selon É. Blondel, il faut un absolu pour lutter contre le mal, ce qui exige « de trouver une *règle* (générale ou transcendante) pour une occurrence elle-même toujours particulière, contingente » (p. 4). Il faut toutefois chercher cet absolu, inventer cette règle ou trouver un ordre, à l'extérieur de la morale.

C'est dans la passion et dans l'admiration que se trouverait la solution au problème moral, nous dit É. Blondel, soit dans la surprise de l'âme comme ressort vital permettant de nous rendre attentif à ce qui nous dépasse (ce qui n'est pas comme nous) et, de ce fait même, constituant ce qui nous permet de nous dépasser (aller au-delà de nous). Cette admiration, selon lui, il faut la chercher dans le domaine de l'art et de la culture, dans « l'héritage classique ». Ainsi, tout autant que c'est « un devoir d'homme libre et responsable » (p. 235) envers soi et envers la société d'être de son temps, c'est aussi un devoir de ne pas oublier cet héritage.

Car les hommes pourraient, en contemplant le beau, y trouver une certaine idée du bien : la tradition, affirme l'auteur, « nous offre des modèles qui servent de règles à l'imagination pour viser l'unité conceptuelle servant de principe à la réflexion morale » (p. 281). L'artiste, porteur et critique d'une tradition, incorpore à son œuvre des règles qu'il nous impose. Il nous offre un certain ordre, une certaine structure, et nous mène à réfléchir sur notre monde et nos actions. Ainsi, l'art peut jouer le même rôle que la morale, soit celui de nous aider à agir mieux, et, de ce fait, nous aider à vivre dans un monde meilleur, un monde où existe un certain ordre.

Être moral, selon É. Blondel, signifie donc d'abord que l'on « s'adapte au présent réel du monde tel qu'il est et qu'il devient, tout en se donnant des critères fondés et absolus pour le modifier » (p. 235), ce qui implique que les grandes œuvres et les acquis de la tradition ont encore une signification aujourd'hui et peuvent se dévoiler au grand jour. D'où l'importance de présenter le débat entre les traditions. De plus, pour affronter le problème moral, on doit répondre aux exigences que pose notre époque. D'abord, il faut se cultiver et transmettre sa culture. Il faut donner à chacun une porte d'accès à la tradition, puisque nous « font défaut des schèmes éducateurs, des structures porteuses de l'action et du jugement, des modèles et des sources d'inspiration » (p. 279) pouvant susciter l'admiration, ce qui se présente, selon l'auteur, comme la seconde exigence de la morale. Cela n'est possible, avance É. Blondel, que si l'on admet les postulats de la raison pratique kantienne reformulés afin de s'appliquer à la situation présente et à ses exigences. Sans eux, affirme-t-il, le sens de l'action s'effondre et « l'éthique aussi bien que la morale sont ravalées, par le nihilisme, au rang de vaines billevesées » (p. 294). Il est donc impératif de ne pas oublier les vertus de la liberté d'esprit et du courage (il faut agir comme si nous étions autonomes et immortels ainsi que se poser en « moi responsable »), ce qui est la troisième exigence de la morale à notre époque. De plus, il ne faut pas oublier qu'il peut exister un certain ordre du monde et une chance pour la vie de triompher sur la mort (il faut agir comme si Dieu existait). Sans cela, d'après É. Blondel, il est impossible de se poser le problème moral. Et de changer le monde – notre monde.

De chercher à changer le monde ainsi que de lutter contre la déshumanisation et pour la dignité de l'homme est une entreprise fort louable. É. Blondel a su cerner les problèmes minant notre époque et il laisse *entrevoir* une solution féconde. Il est regrettable, toutefois, qu'il ne nous laisse qu'*entrevoir* cette solution, la plus grande partie de son livre consistant en une présentation des débats sur la morale. Cela fait en sorte qu'il ne nous dit pas comment, précisément, les « nouveaux postulats » peuvent être appliqués, ni ce qu'ils impliquent pour le vivre ensemble. Et il semble évident que l'on ne puisse changer le monde sans actions communes.

Si l'on accepte cette exigence, on doit impérativement se demander comment la contemplation du beau peut rassembler les hommes et comment elle peut vaincre le repli sur le privé qui semble être le lot de notre société. Mais sur la question d'une action commune, d'une action politique nécessaire, É. Blondel reste muet. Et son silence suscite des interrogations. Quel doit être

le lien entre morale et politique, selon lui ? Et comment l'admiration doit-elle participer à la question politique ? Sans doute, sa perspective aurait pu être des plus éclairantes.

Myrtô Dutrisac

*École des Hautes Études en sciences sociales (Paris)*